



Communiqué de presse du 25 octobre 2022

Un an après la Session des femmes : la moitié des revendications sont déjà sur la voie du succès

Un projet de loi sur le financement des crèches, « seul un oui est un oui » pour le droit pénal en matière sexuelle soutenu par la commission du Conseil national, la revalorisation du travail de care et un programme de recherche en médecine intégrant une approche genre demandé par le Conseil national : un an après l'historique Session des femmes 2021, le bilan est éloquent. La moitié des 23 pétitions déposées à cette occasion ont été traitées ou sont en bonne voie de l'être. La Session des femmes a en outre permis de mettre durablement en réseau des politiciennes et a encouragé plusieurs femmes à se lancer dans une carrière politique.

Les 29 et 30 octobre 2021, le Palais fédéral était pour la deuxième fois de son histoire entièrement entre les mains des femmes. Lors de la Session des femmes, 246 participantes élues de toute la Suisse ont débattu **de plus de 70 sujets et ont adopté 23 revendications au total.**

Un an plus tard, les organisatrices tirent un bilan positif : parmi les revendications formulées dans les 23 pétitions, **cinq ont déjà été adoptées par le Parlement dans les deux chambres** et six autres ont été acceptées en commission ou par l'une des chambres.

Ainsi, le Conseil fédéral doit à l'avenir lancer régulièrement des campagnes de prévention à l'échelle nationale contre les violences domestiques, sexuelles et basées sur le genre et examiner comment les universités et les hautes écoles spécialisées pourront à l'avenir engager à des postes stables plus de chercheuses et chercheurs à temps partiel. En outre, davantage de personnes devraient à l'avenir recevoir une rente AVS plus élevée grâce au travail de soins qu'elles ont fourni. Finalement, le Parlement a approuvé des postulats demandant d'améliorer l'éducation sexuelle à l'école et d'augmenter la proportion de femmes dans les professions MINT.

Avec deux motions concernant un programme national de recherche en médecine intégrant une approche genre et la demande de prendre en compte la perspective de genre dans la nouvelle stratégie de numérisation, trois autres pétitions sont en bonne voie, puisque le Conseil national a déjà nettement adopté les motions correspondantes. Il ne reste plus qu'au Conseil des Etats de les approuver. D'autres pétitions de la Session des femmes ont été intégrées dans des révisions législatives en cours : le Conseil des Etats prévoit dans la réforme de la loi sur les caisses de pension (LPP21) les améliorations demandées pour les personnes travaillant à temps partiel et celles cumulant plusieurs emplois en intégrant la déduction de coordination en pourcentage. La loi sur le financement durable de l'accueil extrafamilial des enfants est également en bonne voie et la consultation est déjà terminée. La semaine dernière, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a décidé d'adopter – comme revendiqué par la Session des femmes – une solution basée sur le consentement dans le cadre de la révision du droit pénal en matière sexuelle.



Ainsi, la moitié des 23 pétitions pour l'égalité déposées par la Session des femmes sont déjà sur la voie du succès. Neuf des revendications sont toutefois encore en suspens et n'ont pas encore été traitées par le Parlement.

Bien entendu, certaines pétitions n'ont pas obtenu la majorité des membres du Parlement. Trois revendications ont été rejetées : le droit de vote des habitant-e-s, un pourcentage fixe du PIB pour lutter contre la violence spécifique au genre ainsi que la pétition pour inclure les ménages privés dans le champ d'application de la loi sur le travail. Néanmoins, la Session des femmes 2021 montre incontestablement comment, grâce à un large soutien interpartis, les revendications de la Session des femmes ont pu être entendues, alors que ces sujets avaient été auparavant ignorés pendant des années. « Ces pétitions sont pertinentes, elles ont donc été prises au sérieux et débattues avec le respect qui leur est dû », déclare Maya Graf, coprésidente d'alliance F. En effet, les parlementaires savaient que ces revendications étaient portées par des femmes de toute la Suisse et de tous les horizons politique. Les pétitions, qui sont issues de mois de travail préparatoire en commissions et des deux jours de la Session, ne sont pourtant pas contraignantes pour le Parlement. Le véritable succès est de voir qu'autant de pétitions ont déjà été transformées en interventions politiques par des membres des commissions parlementaires correspondantes et adoptées par les chambres. « La Session des femmes a donné un nouvel élan aux questions d'égalité : Cette année, nous avons pu avancer sur des thèmes qui étaient bloqués auparavant », résume Yvonne Schärli, Présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF).

La Session a également été un succès pour la **mise en réseau des femmes engagées en politique en Suisse**. De nombreuses relations et connaissances nouées lors de la Session des femmes perdurent encore aujourd'hui. « Depuis la Session des femmes, dans différentes régions de Suisse, des femmes se rencontrent au-delà des frontières des partis, échangent et s'engagent dans leur canton ou leur commune pour des questions d'égalité et/ou spécifiques aux femmes », explique Gabriela Allemann, présidente des Femmes Protestantes en Suisse (FPS). « La Session des femmes a donné de la visibilité à des femmes qui n'ont habituellement pas accès à la scène publique. Leur voix a compté et elles ont pu se faire entendre », déclare Karin Ottiger, Co-directrice de la Ligue suisse de femmes catholiques (SKF).

La Session des femmes **a également encouragé les femmes à se lancer dans la politique**. Le travail dans les commissions et au Parlement les a préparées à la vie politique au quotidien : Plusieurs élues de la Session ont pris la décision, entre autres grâce à la Session des femmes, de se porter candidates à un poste politique, l'ont déjà fait et/ou ont même été élues. « De nombreuses participantes à la Session des femmes se sont familiarisées avec les processus politiques et ont développé leurs compétences pour trouver des solutions », déclare Anne Challandes, présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF). « C'est maintenant une aide dans le travail politique quotidien. »

Les participantes et les électrices intéressées discuteront et **fêteront le bilan du premier anniversaire de la Session des femmes le mardi 25 octobre à 16h30** lors d'un événement virtuel. Elles évalueront ensemble l'avancement des pétitions déposées par les huit commissions,



poseront des questions et feront le bilan de l'historique Session des femmes 2021. De plus, nous invitons toute la communauté à partager à nouveau les meilleurs souvenirs, succès et moments de la Session des femmes en utilisant l'hashtag #sessiondesfemmes2021. La discussion-bilan sera retransmise en direct sur le site de la [Session des femmes](#) et sera également disponible en vidéo après l'événement. Si vous souhaitez également y participer en tant que professionnel-le des médias, écrivez-nous à session2021@alliancef.ch pour recevoir le lien de participation.

Vous trouverez la liste des 23 pétitions, plus d'images et d'autres informations sur www.frauensession2021.ch



Contact pour les demandes des médias et citations :

Maya Graf, Conseillère aux États (Vert-e-s, BL)

Coprésidente, alliance F

Tél : 079 778 85 71

Kathrin Bertschy, Conseillère nationale (PVL/BE)

Coprésidente, alliance F

Tél : 078 667 68 85

Gabriela Allemann

Présidente, Femmes protestantes en Suisse FPS

Tél : 078 827 04 85

Anne Challandes

Présidente, Union suisse des paysannes et des femmes rurales USPF

Tél : 079 396 30 04

Karin Ottiger

Co-directrice, SKF Ligue suisse de femmes catholiques

Tél : 041 226 02 29

Jana Fehrensen

Coprésidente, Dachverband Schweizerischer Gemeinnütziger Frauen SGF

Tél : 079 943 87 63

« Nous avons appris à quel point les femmes sont touchées par la discrimination dans différents domaines. Ces connaissances nous aident à nous engager en faveur de l'égalité pour toutes et tous. »

Yvonne Schärli

Présidente, Commission fédérale pour les questions féminines CFQF

Tél : 079 371 85 94

alliance F



Evangelische Frauen Schweiz (EFS)
Femmes Protestantes en Suisse (FPS)



SKF Schweizerischer Katholischer Frauenbund



SBLV. USPF. USDCR.

Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband
Union suisse des paysannes et des femmes rurales
Unione svizzera delle donne contadine e rurali



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen EKF
Commission fédérale pour les questions féminines CFQF
Commissione federale per le questioni femminili CFQF
Cummissiun federala per dumondas da las dunnas CFDD